



C'est l'une des conditions posées par les militants séparatistes ainsi que par d'autres parties prenantes avant de prendre part au Dialogue national.

La délégation du SDF qui a rencontré le Premier ministre la semaine dernière a proposé que la libération de Sisiku et Cie soit l'une des conditions préalables au dialogue.

En citant les différents acteurs du dialogue lors de son discours à la nation le 10 septembre, le chef de l'Etat n'a cependant pas écarté la possibilité de libérer les personnes détenues comme moyen de réconciliation.

Le chef de l'Etat a réaffirmé la position qu'il prenait sur ses différentes plateformes de réseaux sociaux, indiquant que la libération des détenus pourrait ouvrir la voie à la réconciliation.

" il est toutefois vrai que dans le cadre d'un dialogue, d'un processus de paix ou de réconciliation nationale, il puisse être envisagé l'éventualité d'un pardon, dans certaines conditions", a déclaré Paul Biya dans son discours. Un extrait qui a été publié sur ses différents comptes sociaux.

Message à la Nation - 10 septembre 2019



Il est toutefois vrai que dans le cadre d'un dialogue, d'un processus de paix ou de réconciliation nationale, il puisse être envisagé l'éventualité d'un pardon, dans certaines conditions.



S.E. Paul BIYA

Président de la République du Cameroun

#CmrDialogue #BiyaSpeech #Cameroun